

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 2022-Is025T3		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
REXOR La Feydelière 172 rue Saint Michel 38850 PALADRU SIRET : 542 020 854 00031	S3IC 061.3032 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED	
Activité principale : Fabrication plaques, feuilles, tubes et profilés en matière plastique		
Date du contrôle : 1 <sup>er</sup> mars 2022		
Inspecteur(s) : Christelle TAIN		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée <input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle		
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du ..... <input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre : suivi mise en demeure et astreinte		
Thème(s) du contrôle Air, Bruit		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) Oxydateur thermique		
Référentiel(s) du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> <li>AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019</li> <li>APMD DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10/6/2020</li> <li>APMD DDPP-DREAL-UD38-2021-07-01 du 2/7/2021</li> <li>AP DDPP-DREAL-UD38-021-07-02 du 2/7/2021 d'astreinte administrative</li> <li>Courriers de l'exploitant en date des 15 juin 2021 et 17 décembre 2021 suite à l'inspection du 11 mai 2021 mails des 14/01/2022, 18/01/2022, 4/2/2022, 10/2/2022</li> </ul>		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. LE ROUX	REXOR	Directeur général
M. SCHMITT	REXOR	Responsable HQSE
M. MERLOZ	REXOR	Service maintenance
Mme AQUILINO	REXOR	Service HQSE
M. BARBET	RDSI Environnement	Consultant
M. Fontaine-Breton	RDSI Environnement	Consultant
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> T3 <input type="checkbox"/> Autre :	

## Constats de l'inspection

La présente inspection traite des suites de la dernière inspection du 11 mai 2021 relative au bruit et aux rejets atmosphériques

### I - Rejets atmosphériques en COV

#### I-1-APMD DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10/6/2020

Respect sous 3 mois de l'article 3.2.5 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019 qui stipule que les émissions cibles totales de l'atelier enduction ne doivent pas dépasser 12,5 % de l'émission de référence égale à 4 fois la consommation d'extrait sec.

Comme en 2019 et 2020, les émissions de l'atelier enduction calculées dans le PGS 2021 sont largement supérieures au niveau autorisé, comme le montre le tableau ci-dessous : 218 tonnes de solvants rejetées contre 50,7 tonnes autorisées.

<i>solvants en tonnes (MEK principalement)</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>	<i>2020</i>	<i>2021</i>	
<i>Rejet Atelier enduction</i>	62	46,7	45,2	<b>234,8</b>	<b>153</b>	<b>218,5</b>	
<i>VL atelier enduction*</i>	56,8	57,1	57,1	<b>53,3</b>	<b>50,2</b>	<b>50,7</b>	
							<i>Valeur limite</i>
<i>Atelier laques**</i>	14,2t soit 3,6 %	12,2t soit 3 %	22,6t soit 5 %	13t soit 3,7 %	14,5t soit 4,26 %	30,3t soit 5,2 %	5,00 %

*\*Les rejets totaux de l'atelier enduction ne doivent pas dépasser 12,5 % de l'émission de référence égale à 4 fois la consommation d'extrait sec (article 3.2.5 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019)*

*\*\* Les rejets totaux de l'atelier laques ne doivent pas dépasser 5 % de la consommation de solvants utilisés sur le site.*

L'exploitant précise travailler sur 4 pistes de traitements complémentaires : OTR supplémentaire, dégoullottage de l'OTR actuel, chaudière avec brûleur spécifique et régénération.

L'inspection souligne la nécessité de proposer rapidement une solution technique et un planning de réalisation, le dimensionnement des traitements complémentaires devant permettre de respecter les valeurs limites à atteindre (AP du 11/02/2019, BREF STS, arrêté ministériel du 2/2/98 et arrêté type 1978).

**L'APMD DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10/6/2020 n'étant pas respecté, l'inspection propose de faire application de l'article L171.8 du CE en proposant une consignation de somme et une astreinte journalière.**

**I-2-APMD DDPP-DREAL UD 38-2021-07-01 du 2 juillet 2021 (délai 3 mois)**

**Mise en demeure de respecter l'article 3.2.5 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019 relatif à la réalisation du PGS suivant le guide INERIS de décembre 2003.**

PGS 2021 transmis par mail du 4/2/2022.

Le document remis reprend la méthode du guide INERIS et détaille les différentes entrée et sortie pour les deux ateliers laques et enduction.

**L'exploitant a répondu à l'APMD du 2/7/2021 sur ce point.**

Sur le fond, les remarques suivantes sont formulées par l'inspection et doivent être prises en compte dès 2021.

Terme 06 atelier laques (page 16)

Les solvants comptés dans la ligne fictive « opérations de réajustement de stocks » ne sont pas à compter dans les déchets : il s'agit d'émissions diffuses.

Les solvants utilisés en nettoyage à l'atelier laques sont envoyés en destruction et comptés à ce titre dans 06 de l'atelier laques. Ils doivent être déduits du terme 06 de l'atelier enduction.

PGS enduction page 22

La précision du calcul des termes 01 et 05 sera affinée en 2022 grâce à la fiabilisation des mesures en continu en entrée et sortie de l'OTR (débits et concentrations) et du calcul du rendement de l'OTR en découlant.

Le détail du calcul du facteur de conversion pour passer du mgeqC en masse de solvant sera indiqué dans le PGS.

Annexe 17 : erreur à corriger dans la formule de 01 (COV envoyés à l'OTR X (1-R))

Les erreurs concernant les extraits secs des déchets sont à corriger.

**DAC 2022 n°1**

**Une version corrigée du PGS 2021 sera transmise sous 1 mois.**

**I-3 -APMD DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10/6/2020**

**Respect avant le 31/12/2020 de l'article 3.2.1 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019 qui stipule que**

**« les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées. »**

**Demande d'action corrective 2021 n°1**

**L'exploitant fournira sous 1 mois :**

**- des explications sur les incohérences constatées au niveau de la mesure des débits,**

**- des propositions d'actions correctives de nature à permettre la réalisation de mesures fiables de débit en aval et amont de l'oxydateur.**

La gaine en amont de l'oxydateur a été modifiée en décembre 2021 afin de respecter les contraintes longueurs droite amont/aval permettant de réaliser des mesures de débit correctes. Le rapport MANUMESURE 71UC40093 de la mesure du 1<sup>er</sup> février 2022 en amont de l'oxydateur confirme que les longueurs droite en amont et aval du point de mesures sont respectées.

Le rapport MANUMESURE 71UC40094 de la mesure du 1<sup>er</sup> février 2022 en aval de l'oxydateur souligne que la section de mesure n'est pas conforme aux normes NF EN 14790 et NF EN 16911-1 (cartographie incomplète de la section car 1 seul orifice au lieu de 2) tout en indiquant que l'impact est faible au vue de l'homogénéité des effluents.

En janvier 2022, deux nouvelles sondes ATEX de mesure de débit ont été installées en aval et amont de l'OTR avec enregistrement des mesures (toutes les 10 secondes) en continu.

Les valeurs amont/aval visualisées le 1<sup>er</sup> mars 2022 apparaissent cohérentes entre elles (voisines de 20 000Nm<sup>3</sup>/h).

L'exploitant précise que les sondes calibrées en usine ont été installées avec le fournisseur.

Les résultats du contrôle externe réalisés le 1<sup>er</sup> février (rapports 71UC40093 et 71UC40094) sont cependant incohérents : 24 833Nm<sup>3</sup>/h sur sec en aval et 137 167 Nm<sup>3</sup>/h sur sec en amont. La correspondance avec les valeurs mesurées par les deux nouvelles sondes ATEX n'est pas fournie.

#### **DAC 2022 n°2**

**Expliquer les incohérences constatées au niveau de la mesure externe des débits du 1<sup>er</sup> février 2022 et prendre le cas échéant les mesures correctives associées.**

**Faire valider les mesures de débit par les deux sondes ATEX via une mesure comparative normalisée externe.**

**Délai 1 mois**

***I-4-APMD DDPP-DREAL UD 38-2021-07-01 du 2 juillet 2021 (délai 3 mois)***

***Mise en demeure de respecter les valeurs limites fixées en aval de l'oxydateur à l'article 3.2.4 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05***

L'examen du respect des valeurs limites en concentrations fixées à l'article 3.2.4 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 a été réalisé sur la base des contrôles externes des 7 juin 2021 et 1<sup>er</sup> février 2022.

Valeurs contrôle externe COVT	Amont oxydateur	Aval oxydateur	Conclusion
7/6/21	47200Nm <sup>3</sup> /h sur sec 3707 mgeqC/Nm <sup>3</sup> sur sec 175 kgeqC/h	28400Nm <sup>3</sup> /h sur sec 54 mgeqC/Nm <sup>3</sup> sur sec 1,5 kgeqC/h	Rendement 99 % Concentration non conforme (VL à 50)
01/02/22	137 167Nm <sup>3</sup> /h sur sec 207 mgeqC/Nm <sup>3</sup> sur sec 28,7 kgeqC/h	24 833Nm <sup>3</sup> /h sur sec 0,8 mgeqC/Nm <sup>3</sup> sur sec 0,021 kgeqC/h	Rendement >99 % Conforme

A noter, l'incertitude importante sur le calcul du rendement compte tenu de la non fiabilité de la mesure du débit amont en juin 2021 comme en février 2022. Ceci est de nature à remettre en cause la VL applicable (20mgeqC/Nm<sup>3</sup> au lieu de 50).

On remarque des fluctuations très importantes des concentrations en COV sortie RTO avec des pics atteignant 600mgeqC/Nm<sup>3</sup> sur sec.

On peut également s'interroger sur la représentativité des mesures réalisées le 1<sup>er</sup> février (les conditions de fonctionnement ne sont d'ailleurs pas indiquées dans le rapport) compte tenu de la faible charge en COV en entrée de l'oxydateur.

**Un contrôle inopiné est programmé en 2022.**

#### **DAC 2022 n°3**

**L'exploitant transmettra un état comparatif des mesures en continu (débits, concentrations et flux) et des mesures externes réalisées le 1<sup>er</sup> février 2022 - sous 1 mois.**

Depuis début 2022, le suivi de l'état de fonctionnement de l'OTR est intégré à la supervision. Les émissions de COV en cas de défaillance de l'OTR sont connues via le calcul du flux en amont de l'OTR.

#### **Observation 2022 n°1**

**Il est rappelé qu'il est nécessaire de tenir un registre des dysfonctionnements de l'OTR avec indications des causes et remèdes en application de l'article 3.2.1 de l'AP du 11/2/2019.**

#### **I-5 - APMD DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10/6/2020**

**Respect avant le 31 août 2020 de l'article 10.2.1.1 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019 qui stipule que la surveillance en continu des COT (exprimé en carbone total) doit être réalisé sur la cheminée de l'oxydateur**

**AP astreinte journalière du 2/7/2021.**

Un FID est en place en sortie de RTO avec l'enregistrement de valeurs toutes les 10 secondes .

Les moyennes horaires sont calculées et le respect des valeurs limites applicables en sortie d'oxydateur est contrôlé.

**Il est rappelé que les conditions de respect des valeurs limites en COV sont fixées à l'article 21 de l'AM du 2/2/98.**

Les concentrations rendues par le FID sont données en mgC/Nm<sup>3</sup> sur gaz humide, la teneur en eau des gaz étant inférieure à 2 % (ce point est à contrôler régulièrement, au moins une fois par an)

La comparaison des valeurs d'autosurveillance (FID exploitant) et des valeurs IRH du contrôle externe du 7 juin 2021 fait apparaître des écarts significatifs.

COVT en mgC/Nm3	12h16 - 12h46	12h46 - 13h16	13h16 - 13h46
Valeurs autosurveillance	30	28	27
Valeurs du contrôle externe IRH	38	52	74

#### **DAC 2022 n°4**

**L'exploitant devra apporter la démonstration de la fiabilité des mesures en continu sur la base d'un nouveau contrôle externe afin de liquider l'astreinte journalière.**

## **II - Bruit - non respect des valeurs limites en émergence**

#### **Demande d'action corrective 2021 n°1**

**L'exploitant transmettra sous 3 mois l'identification des sources de bruit et le plan d'actions correctives échéancé associé.**

**Une proposition de mise en demeure sera faite sur ce point en cas de non transmission des éléments demandés.**

Transmission le 14/1/2022 d'un rapport d'étude acoustique n°21-21-60-01054-02-A-HLA du 9/2/2022 réalisé par VENATHEC comprenant :

- un rappel des émergences mesurées (15 à 20 dB de nuit sur certaines ZER),
- une évaluation du niveau sonore des équipements extérieurs,
- une étude d'impact acoustique par modélisation,
- des préconisations de mise en conformité.

#### **DAC 2022 n°5**

**L'exploitant transmettra les propositions techniques échéancées retenues selon les délais du tableau suivant.**

Équipement	Traitement acoustique	Délai remise proposition technique et date de mise en œuvre
Chemine hall 10	Silencieux cylindrique	Fin mars 2022
TAR / Pompe TAR	Écran acoustique ou remplacement	Fin avril 2022
Incinérateur	Écran acoustique ou adaptation du fonctionnement	Fin juin 2022
Ventilateur incinérateur	Capotage	
Rejets bâtiment hall 7	Silencieux	Fin septembre 2022

### **III – Sortie des BERFs STS en décembre 2020**

Le [document de conclusions sur les MTD du BREF STS](#) (traitement de surface à l'aide de solvants organiques), incluant celles de l'ex-BREF WPC (préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques) a été publié au Journal officiel de l'Union Européenne (JOUE) le 9 décembre 2020.

Il concerne les ICPE relevant de la directive IED soumises à autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3700.

La publication de ce document au JOUE implique que :

- Le 9 décembre 2021 au plus tard, les exploitants des installations dont le BREF principal est STS/WPC devront avoir remis un dossier de réexamen IED ([art. R. 515-71 du code de l'environnement](#)) ;
- Le 9 décembre 2024 au plus tard, l'instruction de ces dossiers de réexamen devra être finalisée, les prescriptions opposables à ces installations réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD), actualisées le cas échéant, et mises en œuvre par les exploitants concernés ([art. R. 515-70 du code de l'environnement](#)).

DDR et rapports de base transmis le 14/1/2022 .

Ces documents sont en cours d'examen par l'inspection.

#### **IV – Antériorité rubrique 1978**

Par courrier du 15 juin 2021, REXOR demande à bénéficier de l'antériorité au titre des rubriques 1978.8 et 1978.17.

Ces rubriques seront intégrées au tableau des activités lors d'une prochaine modification de l'AP.

##### **-Suites données par l'inspection**

- ☐ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

##### **Synthèse des suites :**

**Projet d'arrêté fixant une astreinte journalière et une consignation joint à ce rapport.**

**Une copie du présent rapport est adressée à l'exploitant afin qu'il puisse prendre connaissance des suites données à cette visite.**

**Conformément aux dispositions de l'article L.514-5 et L171.8 du Code de l'environnement encadrant la procédure de consultation contradictoire préalable, l'exploitant dispose d'un délai de 15 jours pour adresser au Préfet de l'Isère les observations éventuelles qu'appellent de sa part les propositions d'astreinte journalière et de consignation.**

**Par ailleurs, l'exploitant doit fournir les éléments pour répondre aux demandes d'actions correctives dans les délais indiqués.**

Un courrier est adressé à l'exploitant dont une copie est jointe en annexe.

<b>Rédacteur</b>	<b>Approbateur</b>
L'inspecteur de l'environnement	Le chef de l'unité départementale